



RAPPORT ANNUEL 2023





SolsocASBL



@solsocong



Solsoc



solsoc-asbl

Solsoc ASBL

Rue Coenraets 68, 1060 Bruxelles

Tél : +32 (0)2 505 40 70

E-mail : info@solsoc.be

CCP BE42 0000 0000 5454

N° BCE : 0432.624.255

Non assujetti à la TVA

RPM Tribunal de l'entreprise francophone de Bruxelles

Directrice : Veronique WEMAERE

Présidente : Estelle CEULEMANS

Vice-présidentes : Martini HAGIEFSTRATIOU,

Gwenaëlle GROVONIUS

Secrétaire/trésorière : Gabrielle JOTTRAND

Administrateur-riche-s :

Alex ARNOLDY, Malik BEN ACHOUR, Tangui CORNU, Caroline HUT, Paul JAMMAR, Grégoire KABASELE, Rafaël LAMAS, Florence LEPOIVRE, Arnaud LEVEQUE, Lara MANFREDI, Francis MARLIER, Julien POT, Ahmed RYADI, Frédéric THOMAS, Noémie VAN ERPS, Pascale VIELLE

Imprimerie : Nuance 4 s.a. www.nuance4.be

Graphisme : www.ramdam.be

Adresse de l'expéditeur : Coenraets 68, 1060 Bruxelles

Éditrice responsable : Veronique WEMAERE



Solsoc est membre de l'Association pour une Éthique (RE-EF) et adhère à son code éthique. Vous avez ainsi une garantie supplémentaire que nous utilisons les dons que vous nous faites avec rigueur et précaution. Vous avez un droit à l'information.

Solsoc respecte les obligations légales telles que stipulées dans le Règlement Général sur la Protection des Données.



Solsoc est une organisation non gouvernementale agréée par la Coopération belge au développement (DGD). Elle est l'une des organisations de solidarité internationale de l'Action commune socialiste qui constitue son ancrage historique et social. En partenariat avec différentes composantes de celle-ci, Solsoc soutient des mouvements sociaux et des organisations de la société civile en Afrique, Amérique latine et au Proche-Orient afin de contribuer à un changement social progressiste, laïque et démocratique.

En Belgique, Solsoc relaie les préoccupations de ses partenaires internationaux à travers des actions politiques et d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire. Solsoc participe également à des plateformes, coupoles et réseaux d'acteurs qui partagent ses valeurs de solidarité et de justice sociale.





01 INTRODUCTION	4
Édito	5
Solsoc en bref en 2023	6
Pourquoi promouvoir le travail décent ?	7
Carte des partenaires	8
Sempa 2023	10
02 ACTIONS DE SOLSOC ET DES PARTENAIRES EN 2023	12
Favoriser la création d'emplois décents à travers l'économie sociale et solidaire	13
Défendre les travailleur·euse·s via l'action syndicale	17
Étendre l'accès à la protection sociale grâce aux mutuelles de santé	21
Faire progresser la démocratie et les droits humains par la participation citoyenne	25
Mobiliser les citoyen·ne·s et les politicien·ne·s belges	31
03 FINANCES ET ADMINISTRATION	36

INTRO DUCTION



ÉDITO

En 2023, 281 millions de personnes étaient confrontées à une insécurité alimentaire aiguë. Les catastrophes naturelles ont fait plus de 86.000 morts. 50% des assassinats de défenseur-euse-s des droits humains en 2023 dans le monde se sont déroulés en Colombie. L'est de la RDC est l'un des endroits les plus dangereux au monde pour les femmes et les filles. Entre le 7 octobre et le 31 décembre, 1.140 morts en Israël et 20.000 morts à Gaza.

On pourrait remplir des pages entières de chiffres morbides. Cela fait quelques années que les crises mondiales se multiplient et s'intensifient par vagues, jusqu'à former un tsunami, prêt à renverser l'ordre mondial. Plus que jamais, malgré les cris d'alarme des activistes, des scientifiques, des humanitaires, les plus grandes puissances économiques et politiques semblent prêtes à sacrifier l'humanité à leurs intérêts privilégiés.

La fréquence et l'intensité des événements climatiques extrêmes continuent d'augmenter, pourtant la COP n'a pas pu planifier une sortie juste et équitable des énergies fossiles ni allouer des moyens suffisants à la transition énergétique. Le même mois, l'Argentin Javier Milei et le Néerlandais Geert Wilders ont remporté des élections avec des idées climatosceptiques. Outre son dangereux aspect liberticide, l'extrême droite, qui monte en puissance en Europe notamment, suivie par certains partis de droite conservateurs, se projette aisément

dans le maintien de la dépendance au pétrole, au gaz et donc aux pays qui les produisent, pas particulièrement connus pour la protection des droits des hommes et des femmes.

Pendant que les BRICS décident de s'élargir à dix membres, atteignant 45 % de la population et 28 % du PIB mondial, les démocraties occidentales s'embourbent à tenter de défendre un modèle cohérent basé sur les droits et la justice sociale, tout en pratiquant le deux-poids-deux-mesures sur l'accueil des migrants ou les conflits armés. La Belgique n'échappe pas à ces constats et à ces menaces. Malgré des efforts majeurs des mandataires et ministres progressistes, hormis l'investissement dans un mécanisme mondial pour la protection sociale, les dissensions au sein de la Vivaldi ont empêché une action internationale volontariste et retardé l'adoption de réglementations attendues sur le devoir de vigilance, l'interdiction des produits des colonies, la reconnaissance de l'État palestinien.

Quand le M-23 sème la terreur au Kivu ou les djihadistes dans le Sahel ; lorsque, en représailles aux attaques terroristes du Hamas, Israël bombarde sans relâche la bande de Gaza, affame les civils, détruit des maisons, écoles et hôpitaux, la communauté internationale est inopérante. La grosse machine des Nations Unies est devenue un vieux tacot qui un peu de fumée à chaque regain de violence.

Le monde change, les choses doivent bouger, mais dans quel sens ? Conscient de « l'effroyable de l'impasse dans laquelle se trouvent les relations mondiales », avec une communauté internationale qui se trouve « plus fragmentée et divisée que jamais depuis 75 ans », António Guterres, Secrétaire général de l'ONU, a appelé le 16 février à un nouvel ordre mondial qui profite à tous et toutes.

Solsoc et ses partenaires sont convaincus que, si l'on veut impulser les changements dans le sens de la transition écologique et de la justice sociale, cela doit passer par la prise en compte des mouvements sociaux. En plaçant l'émancipation des citoyen-ne-s au centre de nos projets, nous contribuons collectivement à l'émergence d'une société plus égalitaire, plus démocratique, plus libre, plus juste et plus en paix.

SOLSOC EN BREF EN 2023

1 programme commun quinquennal (2022-2026) avec FOS & IFSI co-financé par la DGD sur la thématique du travail décent

3.897.048€

d'appui aux programmes & projets des partenaires internationaux et

461.765€

consacrés aux stratégies de plaidoyer et de mobilisation en Belgique

28 organisations internationales partenaires directes, dans 8 pays d'Afrique, d'Amérique latine et du Proche Orient

498

organisations de la société civile dont 74 réseaux renforcés. Ces réseaux contribuent à l'amélioration des conditions de vie de plus de 403.000 bénéficiaires

24 plateformes de mobilisation et de plaidoyer en Belgique

Collaborations structurelles avec FOS & IFSI et

9

organisations de l'action commune socialiste : Solidaris-UNMS, FGTB, Soralia, MJS, Pac, Cepag, PS, Multipharma, P&V élargies à LHAC et DYNAMO

17 travailleur·euse·s (16,15 ETP)

POURQUOI PROMOUVOIR LE TRAVAIL DÉCENT ?

Le travail nous occupe toute une partie de notre vie et devrait nous permettre de vivre une vie digne, de satisfaire nos besoins essentiels, de nous soigner et de prendre soin de celles et ceux qui ne sont pas ou plus en mesure de le faire.

Pourtant, encore aujourd’hui dans le monde¹ :

- 300 millions de travailleur-euse-s vivent dans l’extrême pauvreté (< 1,90 dollar/jour) ;
- 2 milliards de personnes gagnent leur vie dans l’économie informelle, ne leur offrant aucune garantie ni reconnaissance ;
- 4 milliards de personnes n’ont accès à aucun système de protection sociale ;
- 160 millions d’enfants sont astreints au travail ;
- Les femmes sont payées environ 22% de moins que les hommes ;
- 743 millions de personnes ont subi durant leur vie active au moins une forme de violence et de harcèlement au travail ;
- 2,78 millions de personnes meurent chaque année d’accidents du travail ou de maladies professionnelles.

L’accès au travail décent est un droit fondamental qui fait partie de la Charte Internationale des Droits de l’Homme, et du Programme des Nations Unies de développement durable pour 2030. Or, les chiffres ci-dessus le montrent, trop peu d’efforts sont faits pour respecter ce droit. De nombreux pays continuent à se faire concurrence pour attirer les investissements au détriment des conditions de travail et des salaires des travailleur-euse-s. Une grande partie de la population est active dans l’économie informelle, et la part du travail « précaire » dans l’économie formelle augmente. Les droits des travailleur-euse-s en matière de libertés syndicales et de dialogue social sont mis sous pression.

Pour avancer vers la réalisation de ce droit, l’Organisation Internationale du Travail (OIT) a adopté en 2008 l’Agenda pour le Travail Décent.

Celui-ci inclut **4 piliers indissociables** :

1. promouvoir l’**emploi** et des moyens de subsistance durables en créant un environnement institutionnel et économique durable ;
2. respecter, promouvoir et mettre en œuvre les principes et les **droits fondamentaux** au Travail, notamment, la liberté d’association et la reconnaissance effective du droit de négociation collective ; l’élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire ; l’abolition

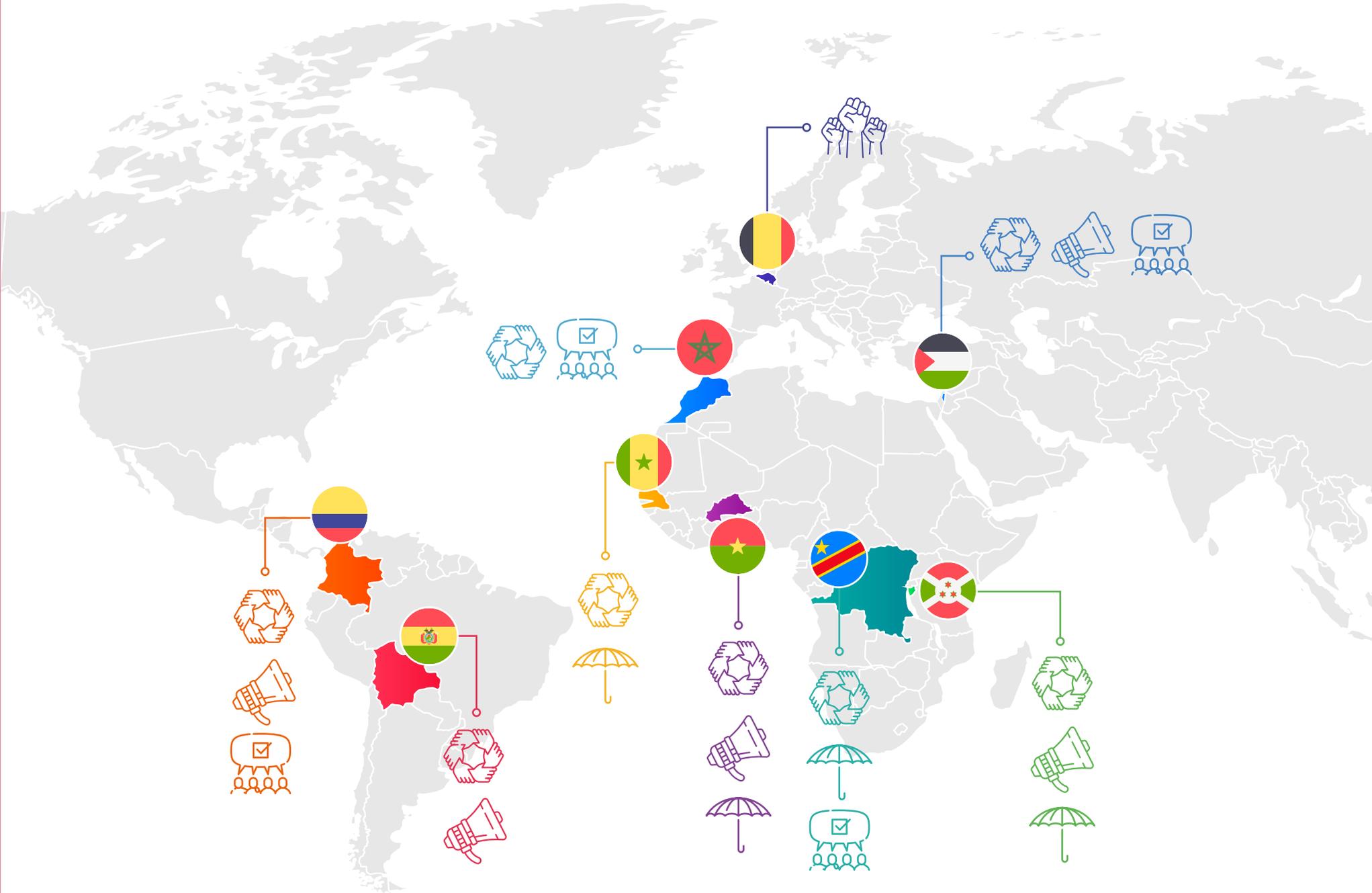
effective du travail des enfants ; l’élimination de la discrimination en matière d’emploi et de profession ; et un milieu de travail sûr et salubre ;

3. prendre et renforcer des mesures de **protection sociale** — sécurité sociale et protection du travail — durables et adaptées aux circonstances nationales ;
4. promouvoir le **dialogue social** et le tripartisme en tant qu’expression de la liberté d’association et de négociation collective inscrites dans les droits humains universels, et comme outils de gouvernance à caractère normatif.

Ces piliers l’Agenda pour le Travail Décent contribuent à la lutte contre la pauvreté et à plus d’équité, à des sociétés plus résilientes en assurant à chaque personne un revenu suffisant et l’accès à des services de base de qualité et renforcent la gouvernance démocratique, la paix et à la stabilité sociale. C’est pour ces raisons que le programme commun 2022-2026 de FOS, IFSI et Solsoc se base à nouveau sur ces mêmes piliers pour en faire ses axes de travail prioritaires.

1 Sources : Rapports OIT « Ne laisser personne de côté : mettre en place une protection inclusive des travailleurs dans un monde du travail en mutation », 2023. <https://vu.fr/aZqX>
« Travailler pour bâtir un avenir meilleur », 2019. <https://vu.fr/IEcl> | « Rapport mondial sur la protection sociale 2020–2022 », 2022. <https://vu.fr/qInOi>

CARTE DES PARTENAIRES



Comment travaillent Solsoc et ses partenaires ?

Solsoc est basée à Bruxelles et n'a pas de bureau de représentation dans les pays d'intervention du programme. Dans l'optique de renforcer les mouvements sociaux, elle travaille avec des organisations locales qui sont ses partenaires directs ou « partenaires associés ». Ces organisations accompagnent à leur tour avec des méthodes basées sur l'éducation populaire une diversité de « partenaires limitrophes » : des mutuelles de santé, des syndicats, des coopératives, réseaux d'économie sociale et solidaires, communautés rurales, associations de quartiers.



Belgique



ÉCONOMIE SOCIALE & SOLIDAIRE



Bolivie



SYNDICATS



Burkina Faso



PROTECTION SOCIALE



Burundi



DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE & DROITS HUMAINS



Colombie



Maroc



MOBILISATION CITOYENNE & POLITIQUE



Palestine



République
démocratique du Congo



Sénégal





SEMPA 2023

Le SEMPA 2023, également connu sous le nom de Séminaire International des Partenaires, est une réunion organisée par Solsoc tous les deux ou trois ans. Elle rassemble les représentant·e-s de tous les partenaires associés du programme pour évaluer les avancées, formuler des recommandations et partager l'état d'avancement dans différents contextes. La première rencontre internationale des partenaires de Solsoc de ce quinquennat (et la 9^e édition du SEMPA) s'est tenue à Bruxelles du 9 au 20 octobre 2023. Vingt-cinq partenaires du réseau international, venus des huit pays d'intervention du programme, ont participé à cet événement. Malgré un contexte international tendu, marqué par des idées suprématistes, xénophobes, autoritaristes et liberticides, ces deux semaines ont été consacrées à des échanges, des réflexions et à la construction de perspectives solidaires pour relever les principaux défis du programme commun Travail décent 2022-2026. Après une semaine d'ateliers et de réflexion, le réseau de partenaires a poursuivi les échanges lors de la deuxième semaine, rencontrant des partenaires et allié·e-s stratégiques à Bruxelles et en Wallonie, notamment les Centrales FGTB (Horval et Centrale Générale), le CEPAG, Solidaris, la fédération des maisons médicales, un planning familial, le Réseau SAW-B, ainsi que des parlementaires allié·e-s, la DGD et la CSI. Le prochain SEMPA aura lieu en 2026 avant la clôture du programme.



ACTIONS

DE SOLSOC ET DES
PARTENAIRES EN 2023



FAVORISER LA CRÉATION D'EMPLOIS DÉCENTS À TRAVERS L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE



Bolivie

AYNI
FUNDAA SUR
PASOS



Burkina Faso

ASMADE



Burundi

ADISCO
CNAC-B



Colombie

ATI
IPC



Maroc

AJR
IFAAP
AFAQ



Palestine

MAAN
PAC



**République
démocratique
du Congo**

DIOBASS
CENADEP
CONAPAC



Sénégal

GREEN
SENEGAL

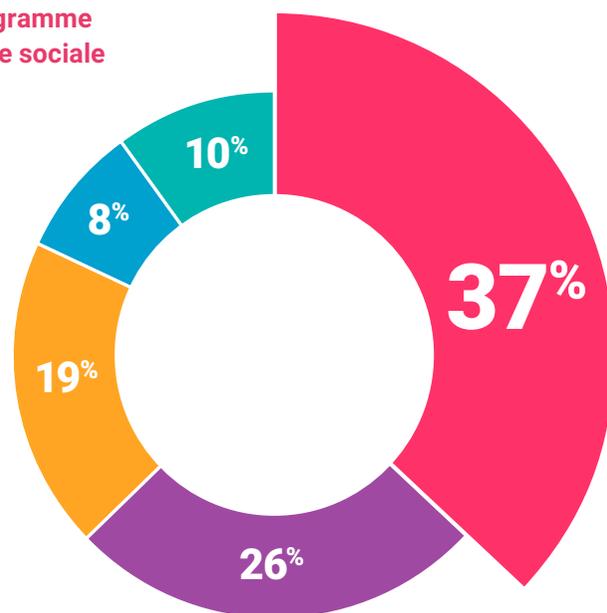
Organisations locales appuyées :

233 associations de producteurs, autoentrepreneurs, coopératives, organisations communautaires et 24 réseaux.

Partenaires en Belgique :

FGTB Centrale Générale, Solidaris-UNMS et P&V.

■ Part du budget du programme consacrée à l'économie sociale & solidaire



L'économie sociale et solidaire (ESS) regroupe des organisations et entreprises visant des objectifs sociaux et environnementaux, fondées sur des principes de solidarité, de démocratie interne, d'équité et de collaboration. L'année 2023 a marqué un tournant pour l'ESS avec l'adoption par l'ONU de la Résolution pour promouvoir l'ESS et la tenue du Forum Mondial de l'ESS à Dakar, soulignant le rôle crucial des pouvoirs locaux dans ce domaine.

Solsoc, avec ses 17 partenaires dans 8 pays, considère l'ESS comme une alternative économique crédible favorisant l'autonomisation des groupes défavorisés et la défense des territoires. La participation de 22 représentant-e-s de ces partenaires au Forum de Dakar a renforcé cette vision en partageant des expériences et en approfondissant leurs connaissances sur les politiques publiques en faveur des économies durables.

En 2023, Solsoc a soutenu 233 initiatives et 24 réseaux à travers des formations, des financements, et des améliorations techniques et organisationnelles, impactant la vie de nombreux citoyen-ne-s, en particulier les femmes. Les coopératives agricoles des pays partenaires intègrent des pratiques agroécologiques pour promouvoir la souveraineté alimentaire et défendre les territoires.

Malgré les progrès, les entrepreneur-euse-s de l'ESS rencontrent des difficultés d'accès aux financements à cause de leur manque de personnalité juridique, des barrières administratives, et de la réticence des banques. En outre, les revenus générés ne suffisent souvent qu'à fournir un complément de revenu plutôt qu'un vrai salaire. Une législation adaptée et un soutien financier accru restent des défis majeurs, surtout en Afrique centrale.

L'ESS bénéficie du soutien financier et opérationnel de la DGD, de Wallonie-Bruxelles International, de P&V, de Solidaris, de la FGTB Centrale Générale et du CODAC, avec l'appui d'expert-e-s indépendants et de représentant-e-s du CETRI et du Monde selon les femmes.

MAROC

Au Maroc, l'économie sociale et solidaire (ESS) est un secteur dynamique qui a connu une croissance importante au cours des dernières décennies, jouant un rôle crucial dans la réduction de la pauvreté. En 2023, plus de 100 000 entreprises d'ESS emploient 1,5 million de personnes, représentant 10% de l'emploi total, et génèrent un chiffre d'affaires de 100 milliards de dirhams (9,4 Md €), contribuant à 2,5% du PIB. Ce secteur emploie souvent des personnes marginalisées, telles que les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.

Cependant, l'ESS au Maroc fait face à des défis, notamment en matière de gouvernance et de gestion, ainsi qu'à des difficultés d'accès aux financements traditionnels. Le Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE) reconnaît l'importance de l'ESS et a émis des recommandations pour le renforcer, mais il est essentiel d'améliorer sa visibilité et sa reconnaissance.

Les organisations partenaires de Solsoc, comme AFAQ (Action femmes des Associations des Quartiers du Grand Casablanca), AJR (Action Jeunes Régionale des Associations des Quartiers) et IFAAP (l'Institut de Formation et d'Accompagnement des Associations de Proximité), soutiennent les initiatives d'ESS, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes. Leurs actions incluent le renforcement des capacités, la sensibilisation, le plaidoyer et la recherche de financements. Elles créent des espaces d'échange et d'entraide pour promouvoir une dynamique ESS organisée et structurée.

SÉNÉGAL

Au Sénégal, l'économie sociale et solidaire (ESS) joue un rôle crucial dans la création d'emplois, l'inclusion sociale et la réduction de la pauvreté, étant un pilier du Plan Sénégal Emergent et de la politique du président Macky Sall. Le gouvernement a instauré un ministère dédié et promulgué des lois pour encadrer l'ESS, qui inclut les coopératives, mutuelles, associations, fondations et entreprises sociales.

GREEN-Sénégal, ONG partenaire de Solsoc, soutient les travailleur-euse-s de l'économie informelle, notamment les jeunes et les femmes. En 2023, GREEN a transformé 200 tonnes de céréales et 86 tonnes d'arachides, accompagné la certification de 42 produits alimentaires et promu l'égalité des genres. L'ONG joue un rôle clé dans le suivi des politiques publiques et le dialogue régional.

Le Forum Mondial de l'ESS (GSEF) a renforcé la visibilité de GREEN, facilitant des collaborations avec le RACTES et divers instituts de recherche. Le RESS, réseau d'initiatives ESS soutenu par GREEN, devenu opérationnel en 2023, aide les jeunes et les femmes à améliorer leurs conditions de vie. Le RESS se concentre sur la production et la transformation agricoles et halieutiques, facilitant les achats groupés, l'acquisition d'équipements, la participation à des foires et la certification des produits. En 2023, il a formé 15 femmes en gestion administrative et 30 en transformation des produits agricoles.



J'ai choisi de montrer ce 'thioupe' parce que ça a de l'importance pour moi. J'ai appris à faire ces teintures ici. Ça pourrait sembler difficile, mais pour moi ce ne l'est pas, parce que quand on veut, on peut. C'est important pour moi de travailler et d'aider ma famille. C'est ce qu'on fait ici, on travaille dur pour aider notre famille. Je n'ai pas fait les bancs [de l'école], et avant de venir ici, je connaissais peu de choses. Maintenant, je viens ici et je suis en paix, je suis bien.

Aïssata Guissé, membre de la coopérative Niakk Jarinu à Thiès .

BELGIQUE

En 2023, un projet d'échange a été lancé entre l'association féministe belge Soralia et l'organisation marocaine AFAQ (Action Femmes des Associations de Quartiers du Grand Casablanca). L'échange s'est déroulé en deux phases : en mars au Maroc et en novembre en Belgique.

En mars, sept animatrices de Soralia, accompagnées de leur directrice et de deux employées de Solsoc, ont visité Casablanca. Organisé par AFAQ, ce voyage visait à exposer Soralia au contexte socioculturel marocain, en particulier sur les questions de genre et de participation citoyenne. Elles ont rencontré des acteurs associatifs et des femmes investies

dans des initiatives d'économie sociale et solidaire. Une exposition basée sur les photos et témoignages recueillis a été créée et est utilisée par Soralia pour leurs animations.

En novembre, six femmes marocaines rencontrées lors de la visite à Casablanca se sont rendues en Belgique. Encadrées par les animatrices de Soralia, elles ont participé à des visites, rencontres et débats sur la place des femmes dans les processus démocratiques et l'engagement citoyen. Soralia a également mobilisé son public pour échanger avec la délégation marocaine et susciter des réflexions sur l'engagement citoyen des deux côtés de la Méditerranée.



Partenaires associés
actifs dans le volet ESS

Quelques avancées en 2023

	Bolivie	AYNI FUNDAASUR PASOS	Le revenu mensuel moyen des familles qui ont achevé le cycle de production a augmenté de 11,25 %.
	Burkina Faso	ASMADE	Les activités économiques des femmes membres du CARTPL ont généré 287 équivalents temps plein.
	Burundi	ADISCO CNAC-B FEBUTRA	15212 personnes accompagnées pour leur activité économique.
	Colombie	ATI IPC	8 Marchés Ouvriers Paysans (MOC) ont été organisés, regroupant les travailleur·euse·s syndiqué·e·s et les organisations paysannes.
	Maroc	AJR IFAAP AFAQ	Une plate-forme de promotion de l'ESS s'est mise en place et a produit une feuille de route qui est diffusée dans les quartiers populaires et auprès des autorités locales.
	Palestine	MA'AN PAC	16 coopératives ont été accompagnées pour renforcer leurs capacités de gestion et développer leurs activités économiques.
	République démocratique du Congo	DIOBASS CENADEP CONAPAC CRAFOP PRODDDES	8 coopératives ont augmenté la rémunération de leur(s) travailleur·euse·s ou instauré un salaire fixe.
	Sénégal	GREEN SÉNÉGAL	Les IESS appuyées par GREEN ont généré 95.407.933 FCFA (environ 145.500 €) de revenus pour leurs membres.

DÉFENDRE LES TRAVAILLEUR·EUSE·S VIA L'ACTION SYNDICALE



Bolivie

AYNI
FUNDAA SUR
REMTE



Burkina Faso

POSAA
UCRB & ATY



Burundi

FEBUTRA



Colombie

ATI



Palestine

PGFTU

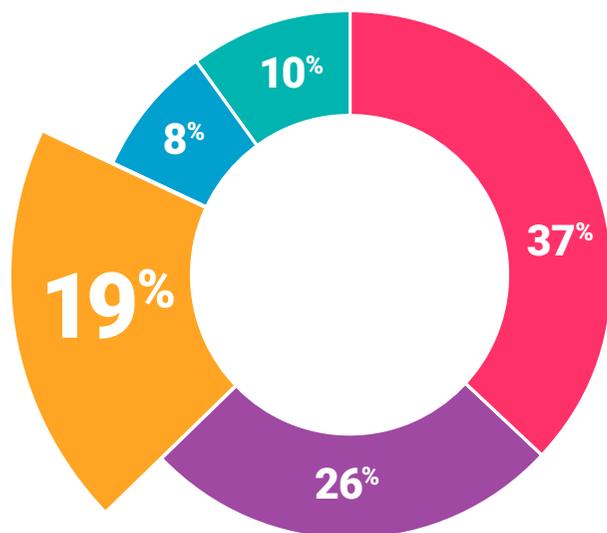
Organisations locales appuyées :

21 syndicats, 17 comités de travailleur·euse·s et 4 fédérations, confédérations ou plateforme de syndicats.

Partenaires en Belgique :

FGTB HORVAL et FGTB Centrale Générale.

■ Part du budget du programme consacrée aux stratégies syndicales



Dans les pays partenaires de Solsoc, la situation des travailleurs et des travailleuses reste précaire et leurs droits sont insuffisamment respectés. Les marchés du travail sont confrontés à d'énormes difficultés et les perspectives se sont fortement dégradées.

En effet, des centaines de millions de personnes dans le monde n'ont pas accès à un emploi rémunéré. Celles qui ont un emploi n'ont souvent pas accès à la protection sociale, la majorité des travailleur·euse·s étant dans l'économie informelle et dans l'incapacité d'exprimer leurs besoins par le biais du dialogue social. De plus, les revenus sont répartis de manière très inégale, de sorte que de nombreux·euses travailleur·euse·s n'échappent pas à la pauvreté. La qualité du travail reste aussi une préoccupation majeure (type de travail, niveau de rémunération, horaires trop contraignants, etc.).

Dès lors, Solsoc et les syndicats partenaires continuent de se mobiliser pour l'application et l'extension des droits des travailleur·euse·s. En 2023, Solsoc a soutenu les interventions au Burkina Faso, au Burundi, en Bolivie, en Colombie et en Palestine avec l'appui de la Centrale HORVAL et de la Centrale Générale FGTB.

L'objectif de ce volet est de promouvoir le Travail décent tel que défini par l'OIT, pour un développement durable, équitable, solidaire et inclusif, ainsi que le dialogue social pour tous et toutes. Le programme de Solsoc, en collaboration avec les syndicats partenaires, vise ainsi l'amélioration des conditions de travail, l'accès à des revenus suffisants et réguliers et à de meilleures conditions de vie pour les travailleur·euse·s.

BURUNDI

Le Burundi traverse des difficultés politiques et économiques depuis une dizaine d'années. Toutefois, depuis l'accession en mai 2020 d'Evariste Ndayishimiye à la tête de l'État, les perspectives s'améliorent, un rapprochement avec la communauté internationale s'observe, illustré par un programme conclu avec le FMI, qui constitue un appui indispensable pour sortir le pays de son isolement.

En 2023, la Fédération Burundaise des travailleurs de l'Alimentation, de l'Agriculture, de l'Hôtellerie-Restauration (FEBUTRA) a poursuivi l'accompagnement pour le renforcement et la structuration d'organisations de travailleur-euse-s et producteur-ric-e-s du secteur agroalimentaire sur tout le territoire du

Burundi en vue de porter les aspirations des travailleur-euse-s sur l'amélioration des droits au travail et de leurs conditions de vie. La Fédération continue de grandir. Elle compte 17 syndicats affiliés et 5691 membres inscrits en 2023, contre 4010 en 2022. Le maillage territorial établi via les bureaux régionaux permet à la FEBUTRA de décentraliser ses activités (formations, plaidoyer local, structuration de syndicats à la base) et de mieux répondre aux impératifs de proximité.

La FEBUTRA a lancé la création d'une **Mutuelle de Santé des Travailleur-euse-s** (MUSATRA) pour offrir des services d'assurances maladie à ses membres et en particulier à ceux ou celles qui ne bénéficient actuellement d'aucune couverture maladie.

La formation des travailleur-euse-s et de leurs représentant-e-s reste un axe important du programme. En 2023, 169 personnes, dont 58 femmes, ont participé aux formations dispensées par le centre de formation de la FEBUTRA à Bujumbura ou par les bureaux régionaux.

En 2023, la FEBUTRA a poursuivi l'accompagnement de 16 coopératives, majoritairement agricoles (filères riz, pêche, canne à sucre et tournesol). Les coopératives directement appuyées par la FEBUTRA emploient 59 personnes en 2023.



BOLIVIE

En Bolivie, le conflit politique interne au sein du parti au pouvoir depuis 2006, le MAS (Mouvement au socialisme), s'aggrave et affecte la stabilité sociale et économique du pays. La Bolivie a clôturé l'année 2023 avec des réserves internationales nettes en forte baisse, le chiffre le plus bas en 17 ans, attribué à la crise de l'industrie gazière et à des crédits non approuvés par le Congrès. Les pénuries de dollars sont notoires, ainsi que l'augmentation de la contrebande et la croissance de l'économie informelle qui a atteint plus de 85% de la population. Le pays présente ainsi le taux d'informalité le plus élevé de la région Amérique latine et Caraïbes, et l'un des plus élevés au monde. Le pouvoir d'achat des citoyen-ne-s s'est considérablement détérioré.

Cette lutte pour le pouvoir au sein du MAS oblige également les organisations sociales à prendre parti, ce qui affecte et divise les mouvements sociaux.

Solsoc a financé les formations modulaires organisées par l'École Nationale d'Éducation et de Formation Politique (l'EEFPS) et certifiées par le ministère de l'Éducation. Par ailleurs, les travailleuses des secteurs de l'industrie alimentaire et de l'HORECA ont renforcé leurs connaissances dans différents domaines afin de mieux connaître les lois, réglementations, le rôle et la reconnaissance du travail des femmes au sein de leur secteur d'activité. Ces formations contribuent à mieux défendre leurs droits et les secteurs qu'elles représentent.



Le travail à l'école d'éducation et de formation politico-syndicale de la Confédération des Travailleuses d'Entreprises de Bolivie, la GTFB, a dépassé toutes mes attentes et a changé ma façon de voir le leadership syndical. Il a développé une nouvelle perspective sur la responsabilité que nous avons toutes et tous d'assurer un avenir décent aux travailleuses et aux générations à venir par le biais de l'éducation. Grâce à l'école syndicale, nous assumons la responsabilité d'éduquer les nouveaux-elles dirigeantes de notre organisation afin qu'elles dépassent les frontières de nos entreprises et deviennent des dirigeantes nationales-ales. Je suis heureux et profondément reconnaissant du soutien inconditionnel que nous avons reçu de Solsoc et de la FGTB-Horval pour atteindre cet objectif. Sans leur soutien, le travail entrepris ne serait certainement pas possible. L'école syndicale perdurera dans le temps.

Limberth Fernandez Coronado, Président de l'École d'Éducation et de Formation Politico-Syndicale de la CGTFB.

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

En juillet 2023, en Colombie, une délégation internationale de représentant-e-s de travailleur-euse-s partenaires de la FGTB Horval, de Solsoc et d'IFSI, dans le cadre du PGM commun (FOS, IFSI et Solsoc), venue de Belgique et de pays d'Amérique latine (Bolivie, Pérou, El Salvador, Honduras, les Caraïbes, Cuba), s'est réunie pendant une semaine à Palmira puis à Buga (dans le Valle del Cauca) pour échanger sur différentes thématiques : libertés et droits au travail, transition juste et enjeux environnementaux, dimension sociétale de la représentation des travailleur-euse-s, monde du travail et enjeux de genre, et renforcement organisationnel.

Au mois d'octobre, dans le cadre du SEMPA (voir plus haut), des partenaires de Bolivie, de Colombie, de Palestine, du Burkina Faso et du Burundi intervenant sur l'axe syndical sont venu-es en Belgique pour rencontrer des délégué-e-s de la FGTB Horval, de la Centrale Générale FGTB et des responsables politiques. Ces différentes rencontres ont permis d'échanger sur les contextes, les revendications, les processus de négociation collective et la collaboration entre les syndicats au niveau international.

**Partenaires associés
actifs dans le volet syndical**

Quelques avancées en 2023



Bolivie

AYNI
FUNDAA SUR
REMTE

233 travailleur-euse-s ont été diplômé-e-s de L'École d'Éducation et de Formation Politique.



Burkina Faso

POSAA
UCRB + ATY

27 enfants victimes du trafic ont été interceptés et réinsérés.



Burundi

FEBUTRA

Le salaire minimum légal a été rehaussé grâce à l'action des syndicats.



Colombie

ATI

80 travailleur-euse-s de SINALTRAINAL et d'autres organisations syndicales ont été accompagnés juridiquement dans des conflits avec des entreprises telles que SODEXO ou Nestlé.



Palestine

PGFTU

Les représentants de 17 comités de travailleur-euse-s ont été formés sur le dialogue social et la négociation collective.



ÉTENDRE L'ACCÈS À LA **PROTECTION SOCIALE** GRÂCE AUX MUTUELLES DE SANTÉ



Burkina Faso
ASMADE



Burundi
ADISCO
PAMUSAB



**République
démocratique
du Congo**
CENADEP
PASCO
CRAFOP



Sénégal
OYOFAL PAJ

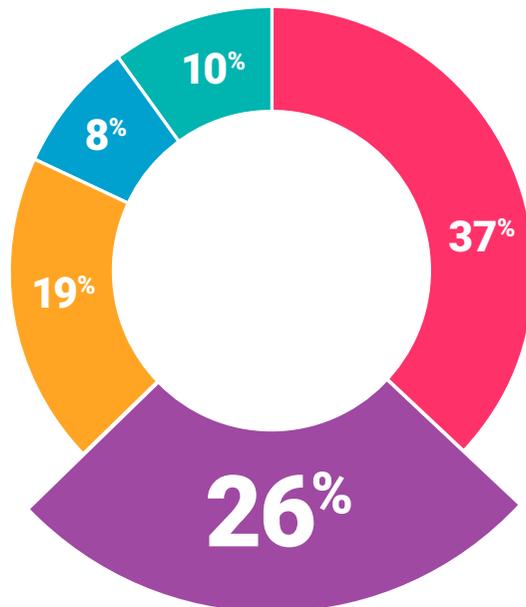
Organisations locales soutenues :

107 mutuelles, 2 centres de santé et 21 unions, fédérations et plateformes de mutuelles soutenues, pour un total de 236 069 bénéficiaires ayant ainsi accès aux soins de santé.

Partenaires en Belgique :

Solidaris-UNMS.

■ Part du budget du programme consacrée à la protection sociale



Toutes et tous, où que nous vivions sur terre, connaissons ou connaissons un jour des périodes de vulnérabilité. Triste réalité, il nous arrive de tomber malades, nous vieillissons, nous sommes parfois en incapacité de travail ou sans emploi. La protection sociale est un ensemble de politiques et de programmes destinés à prévenir et réduire l'impact des risques sur la sécurité des revenus des travailleuses et des travailleurs tout au long de leur vie. C'est un droit universel et pourtant, au niveau mondial, la grande majorité n'y a pas accès ou seulement très partiellement. Pour garantir l'accès à la santé – l'un des socles de la protection sociale – avec une vision solidaire et inclusive, Solsoc promeut le modèle mutualiste.

Concrètement, au Burundi, au Burkina Faso, en République démocratique du Congo et au Sénégal, Solsoc, avec le soutien de Solidaris-UNMS, appuie sept organisations qui renforcent le développement des mutuelles de santé communautaires. Celles-ci permettent à des familles en milieu rural ou tirant leur revenu de l'économie informelle d'accéder à des soins médicaux. Ces mutuelles s'organisent en Unions et en Fédérations et sont ainsi plus fortes pour défendre les politiques de santé publique et la mise en œuvre de la Couverture Santé Universelle.

BURKINA FASO

Depuis 2015, le Burkina Faso a vu s'infiltrer et s'implanter sur son territoire des groupes djihadistes originaires, d'une part, du Sud algérien et du Sud libyen via le Mali (AQMI) et, d'autre part, du nord du Nigéria (Boko Haram). En 2023, plus de 40% du territoire est hors du contrôle de l'État et dans ces zones, les écoles, les centres de santé, l'administration générale et la justice sont fermés. L'insécurité dans la région de la Boucle du Mouhoun a entraîné des problèmes de fonctionnement des mutuelles de cette zone, certaines ayant dû cesser leurs activités, car tous les services de santé, l'administration, la police et une très grande partie de la population étaient partis.

ASMADE, partenaire de Solsoc ayant acquis une expérience dans le domaine de l'appui aux mutuelles, poursuit le travail de plaidoyer auprès des autorités en faveur de la mise en œuvre de l'Assurance Maladie Universelle au Burkina et continue son appui technique auprès des unions de mutuelles communautaires du Centre, du Plateau Central, et de la Boucle du Mouhoun (et leurs 62 mutuelles de santé) ainsi qu'auprès de la Fédération des Mutuelles Sociales Communautaires du Burkina. Le programme permet ainsi un accès amélioré aux soins de santé à 55655 personnes en 2023. Cette diminution est en grande partie due à l'insécurité dans la région de la Boucle du Mouhoun. De façon réactive, les acteurs mutualistes innovent dans la mobilisation sociale en impliquant les comités de gestion des centres de santé et des agents de santé.



Il faut que l'État construise un mécanisme inclusif. Un mécanisme qui prend en compte ceux et celles qui peuvent cotiser, mais qui prévoit aussi l'accompagnement des personnes déplacées à cause de l'insécurité actuelle dans certaines zones du Burkina, qui ne peuvent plus travailler dans leurs champs et qui donc ne peuvent pas contribuer. Nous devons aussi développer des programmes de réinsertion, d'accompagnement économique pour que ces personnes puissent, de façon durable, bénéficier des services offerts par les mutuelles.

En situation d'urgence, les gens définissent d'autres priorités, alors que la protection sociale reste le mécanisme le plus puissant pour amortir les chocs. Ce qu'il faut, c'est que l'assurance maladie universelle se mette en place et que tous les leviers soient mis en place pour rendre effective l'universalité de l'assurance-maladie : que les personnes qui peuvent cotiser cotisent et que les personnes qui sont temporairement dans l'incapacité de cotiser bénéficient de mécanismes pour les couvrir. Parallèlement, nous devons veiller à ce que les personnes déplacées retrouvent leurs moyens de production pour redevenir autonomes et contribuables. L'assistance sociale reste un levier, mais l'assurance également.

Le mécanisme national, tel qu'il se met en place, ne peut se déployer sur tout le territoire qu'en s'appuyant sur des acteurs de proximité, et les mutuelles sont des acteurs de proximité.

Juliette Compaoré, secrétaire exécutive d'ASMADE.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIE DU CONGO

La RDC s'inscrit dans la dynamique mondiale visant à garantir à toutes et tous un accès équitable à des soins de santé de qualité. Début mai 2023, le Sénat a approuvé une ordonnance-loi qui impose à toute personne résidant sur le territoire national de s'affilier à un régime d'assurance maladie. Pour les travailleuse-s de l'économie informelle et le monde rural, elle fait de l'adhésion à un système mutualiste une obligation, mais sans contrainte. La mobilisation de ressources financières suffisantes est son défi principal, surtout que la part de la population adhérant à une mutuelle de santé dans les zones rurales est encore de moins de 1%

En 2023, les partenaires de Solsoc qui accompagnent des mutuelles de santé communautaires, CRAFOP, CENADEP et PRODDDES ont décidé d'accélérer la mise en place d'un réseau «Santé pour tous» afin

d'aboutir à la structuration d'une fédération des mutuelles de santé. Même si les deux mutuelles communautaires (MUSQUAP et LONALO) se sont professionnalisées et ont renforcé leur notoriété, leurs paramètres restent très faibles. Le pouvoir d'achat à la baisse de leurs membres impacte négativement le taux d'adhésion et de renouvellement des adhésions. Pour y faire face, les partenaires ont intensifié le travail d'information, diversifié les paquets de soins offerts et élargi leurs zones d'intervention afin de susciter de nouvelles adhésions. L'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS) reprend un peu de vigueur. Elle est principalement centrée sur la réduction des mariages et des grossesses précoces ainsi que sur la promotion de la planification familiale. Le taux de fréquentation des centres d'information, de causerie sur les maladies sexuellement transmissibles, de planification familiale et de conseil a augmenté de 250 %.



ACTION EN BELGIQUE

En Belgique, Solsoc mène un plaidoyer fort pour que des mécanismes de promotion et de mise en place de la protection sociale universelle se développent au niveau des instances internationales. C'est ainsi que, suite à des actions concertées de la société civile belge, dont Solsoc, mais aussi Solidaris, WSM et l'ensemble des acteurs œuvrant à la promotion du travail décent, en synergie avec l'administration en charge de la coopération au développement (DGD), la Belgique s'est engagée à financer à hauteur de 3 millions d'euros un nouveau fonds mondial dont le nom complet est l'Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale pour des transitions justes. Par ailleurs, Solsoc a étroitement collaboré à la rédaction de différents mémorandums politiques sur le travail décent et la protection sociale, en vue des élections de 2024. Dans ceux-ci, nous avons rappelé le rôle fondamental de la protection sociale, mais aussi des mutuelles de santé à base communautaire comme acteurs essentiels et incontournables.

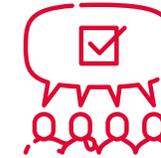
**Partenaires associés actifs
dans le volet protection sociale**

Quelques avancées en 2023

	Burkina Faso	ASMADE	55.655 personnes sont affiliées aux mutuelles de santé appuyées par SOLSOC.
	Burundi	ADISCO PAMUSAB	Les effectifs des ménages assurés ont augmenté de 31 %.
	République du Congo	CENADEP PASCO CRAFOP	6 pharmacies liées aux mutuelles, dans la province de l'Équateur sont fonctionnelles.
	Sénégal	PGFTU	129.750 personnes bénéficient des services des mutuelles de santé, soit une croissance de 7 % par rapport à 2022.



FAIRE PROGRESSER LA DÉMOCRATIE ET LES DROITS HUMAINS PAR LA PARTICIPATION CITOYENNE



Colombie

ATI
IPC



Maroc

AJR
IFAAP
AFAQ



Palestine

MAAN
PAC



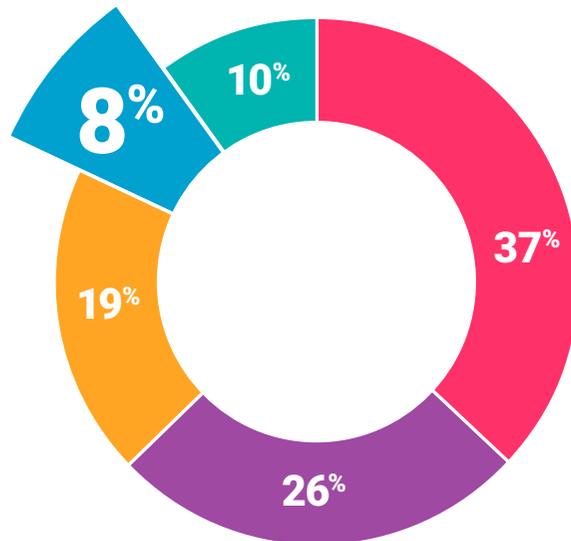
République démocratique du Congo

CENADEP
PRODDDES

Organisations locales soutenues :

46 associations de citoyenneté, de femmes, de jeunes et 25 réseaux.

■ Part du budget du programme consacrée à la démocratie & citoyenneté



En 2023, Solsoc a poursuivi son action visant à protéger les droits humains et à faire progresser les démocraties en tant qu'espaces d'émancipation et de réalisation des individus. En coalition avec nos partenaires et la société civile belge, européenne et internationale, nous avons opéré dans un contexte géopolitique mouvant et parfois hostile au projet de société que nous portons. Un projet qui a pour boussole le respect du droit international et pour constance l'attachement qu'il porte aux valeurs de coopération, d'État de droit, d'ouverture et de diversité.

Malgré un contexte peu favorable marqué par le recul démocratique et la hausse des conflits, la mobilisation en faveur de la démocratie participative est restée une priorité pour toutes les organisations partenaires de Solsoc et plus particulièrement pour 46 associations de citoyenneté, de femmes, de jeunes, et 25 réseaux. L'ensemble de ces acteurs fonde leurs stratégies de plaidoyer en partant des besoins et des expériences portées par les organisations, les communautés et les citoyen-ne-s avec lesquelles ils-elles mènent un travail de proximité.

COLOMBIE

Après deux décennies de néolibéralisme caractérisées par un contexte social violent et une montée des inégalités, l'élection du premier président de gauche de l'histoire de la Colombie a marqué un tournant dans la vie politique du pays. Néanmoins, en 2023, de nombreuses barrières institutionnelles persistent, les pratiques des anciens gouvernements ayant favorisé la corruption, la cooptation et la violence (para)-étatique. Dans ce contexte encore verrouillé, nos partenaires de la société civile participent à l'activation des forces vives de la société colombienne, convaincu-e-s que c'est à la base et à partir des territoires qu'émergera le changement qui mènera vers la paix et la stabilité.

Dans la région d'Antioquia, les actions de plaidoyer du RE CAB (Réseau Colombien d'Agriculture Biologique), partenaire de l'IPC, ont contribué à l'élaboration du Plan départemental d'agroécologie (2023-2040). Ce document est conçu comme un instrument de planification, d'orientation et de mise en œuvre d'actions de transition et de transformation du secteur agricole dans ce département. Au niveau national, le RENAF (Réseau National d'Agriculture Familiale), partenaire d'ATI, a contribué à la construction, avec les institutions gouvernementales nationales, de politiques et d'actions de défense de l'agriculture paysanne familiale, communautaire et ethnique.

Notre partenaire, l'Institut Populaire de Formation (IPC), a transmis 48 cas de personnes disparues dans le Bagre (Bajo Cauca) à l'UBPD (l'Unité de recherche de personnes disparues). L'IPC et ses partenaires, 116 organisations du Réseau pluriethnique du Bajo Cauca, ont également mis en évidence les incohérences entre la production et l'exportation d'or extrait du Rio Nechi (affluent du Río Cauca).



PALESTINE

En octobre 2023, à la suite des terribles attaques du Hamas, Israël a déclaré une guerre qui fait rage dans la bande de Gaza. Depuis début 2023, en Cisjordanie, la violence des colons israéliens, les démolitions de maisons, les arrestations et la confiscation de terres n'ont cessé d'augmenter. Sur l'ensemble du territoire palestinien, on dénombre des milliers de morts et de personnes portées disparues, auxquels s'ajoute une grave dégradation de la situation humanitaire.

Face à la guerre, les partenaires de Solsoc en Palestine ont continué de défendre l'investissement citoyen, l'autonomisation financière et la défense des droits des citoyen-ne-s en territoires occupés (liberté d'expression, droits humains, droits du travail, etc.).

Compte tenu des répercussions de la guerre de Gaza sur la Cisjordanie, MA'AN et PAC ont accompagné des groupes de jeunes et de femmes dans plusieurs formes de mobilisation. Dans le village de Joret Al-Shama, devenu symbole de l'occupation et de la violence des colons, les jeunes ont offert des formations de premiers soins aux populations et se sont organisé-e-s pour sécuriser l'accès à l'école pour les jeunes écoliers et écolières. À Tulkarem, des femmes provenant des camps de réfugiés ont mis sur pied un soutien psychosocial pour les enfants affectés par la situation sécuritaire. Enfin, les campagnes de cueillette d'olives sont devenues, malgré les risques qu'elles engendrent (attaques violentes de l'armée et des colons et des colons), un exemple concret de résistance face à la colonisation.



Mona est une agricultrice de 60 ans, elle a terminé sa scolarité très tôt et est devenue une activiste féministe remarquable dans sa communauté.

Elle a toujours dû faire face à de nombreux défis pour continuer à travailler la terre et la préserver, suite aux arrestations répétées de son mari, aux raids d'occupation et à la construction du mur de l'apartheid au milieu des terres familiales.

De nouveaux défis ont surgi depuis le 7 octobre, lorsque l'occupation a pris la décision d'interdire l'accès aux terres agricoles situées à proximité du mur. Cette interdiction a duré un mois et demi. À son retour sur ses terres, les cultures étaient endommagées, ainsi que certaines serres brûlées par l'occupation. Aujourd'hui, à chaque retour sur ses terres, elle risque des attaques de la part des colons. Malgré ces difficultés, sa famille continue à cultiver la terre, pour subvenir à ses besoins, mais aussi pour marquer le lien qu'elle a avec celles-ci.

Mona Ahmed Hussein Awad Al-Taneeb, née en 1963 dans le camp de réfugiés de Balata, résidant dans la banlieue d'Artaah/Tulkarem.



BELGIQUE

En 2023, la Palestine a été au centre des préoccupations de Solsoc et des organisations citoyennes et politiques avec lesquelles l'ONG collabore en Belgique, notamment le Parti socialiste. Le travail d'incidence politique réalisé auprès du groupe socialiste à la Chambre a permis d'orienter les débats au sein du Parlement. Solsoc a renseigné sans relâche sur le contexte violent auquel nos partenaires et la population palestinienne sont confrontés, tant à Gaza qu'en Cisjordanie.

Le travail collectif de mobilisation et de plaidoyer, effectué avec les organisations de la société civile belge telles que l'ABP, le CNCD ou la FGTB, a permis de mobiliser à plusieurs reprises des milliers de personnes dans les rues de Bruxelles pour exiger un cessez-le-feu et étendre notre influence politique. Ce plaidoyer commun avait pour objectif de rappeler encore et toujours la primauté du droit international et le devoir des États de le défendre. Si nos demandes n'ont certes pas toutes été rencontrées, nous pensons avoir contribué à l'évolution de la position belge depuis le 7 octobre.

En Colombie, notre partenariat avec les organisations ATI et IPC nous a poussés à rester particulièrement attentifs à la répression permanente dont sont victimes les leaders sociaux, syndicaux et environnementaux. Pour nos partenaires, il est essentiel que nous relayions et visibilisions à l'international les cas de violations des droits fondamentaux auxquels sont confrontées les structures syndicales et communautés avec lesquelles ils travaillent. Cela contribue à la légitimation de leur action et

accentue les leviers dont ils disposent tant vis-à-vis des autorités nationales que des entreprises dont ils dénoncent les comportements.

En 2023, un cas particulièrement marquant aura été celui d'Abel Rivera Trujillo, employé de Nestlé dans la région Valle del Cauca et membre de la section syndicale SINALTRAINAL de Bugalagrande, dont la vie a basculé à la suite de menaces de mort. Au travers de communiqués co-signés avec la FGTB Horval, nous avons renseigné les autorités belges et onusiennes compétentes en la matière afin qu'elles s'engagent à offrir des pistes de solutions pour répondre aux menaces vis-à-vis d'Abel et d'autres partenaires du programme.

En octobre, le conseil Wallonie-Bruxelles de la coopération internationale (CWBCI) organisait un forum international consacré aux thématiques « la coopération belge dans les États dits fragiles » et le « shrinking space ». Ce forum a été l'occasion de faire intervenir des activistes de huit pays partenaires pour partager leur expérience de terrain et leur expertise aux côtés de représentants du monde académique, non gouvernemental et politique.



Partenaires associés actifs dans le volet démocratie & citoyenneté

Quelques avancées en 2023

	Colombie	IPC ATI	Organisation d'une tournée avec un leader syndical de Sinaltrainal réfugié en Espagne, auprès d'acteurs syndicalistes en Belgique et en France.	
		Maroc	AJR IFAAP AFAQ	Réalisation d'une campagne de sensibilisation sur les violences et le harcèlement sexuel lié au genre (AJR).
		Palestine	MA'AN PAC	Certain-e-s volontaires se sont mobilisé-e-s pour fournir un soutien psychosocial aux enfants affectés par la situation sécuritaire et le vécu dans les camps de réfugiés.
		République démocratique du Congo	DIOBASS	Préparation des membres des associations et réseaux partenaires au processus électoral (information sur le rôle de citoyen et la démocratie, formation à l'observation, mobilisation pour aller voter).

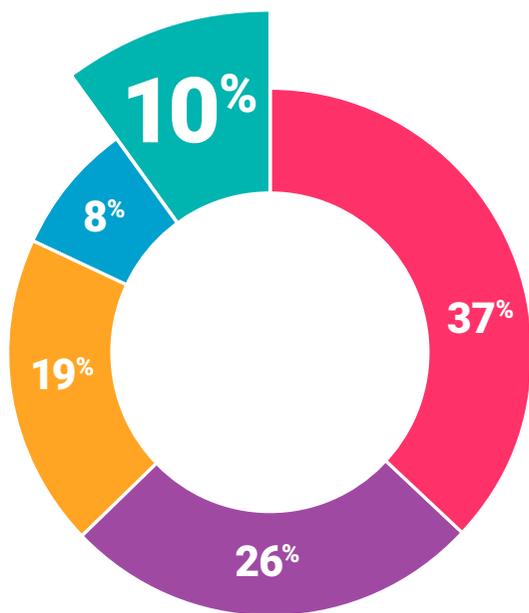




MOBILISER LES CITOYEN·NE·S ET LES POLITICIEN·NE·S BELGES



■ Part du budget du programme consacrée à la mobilisation citoyenne & politique (Belgique)



En Belgique, comme mentionné dans les parties thématiques, Solsoc relaie les positions de ses organisations partenaires internationales auprès des mandataires et décideur·euse·s socialistes et/ou des plateformes de plaidoyer, et à travers des actions de sensibilisation ciblant les organisations francophones de l'action commune socialiste : FGTB, Solidaris, Soralia, PAC, MJS, CEPAG...

En outre, Solsoc rend visibles les différentes actions du programme via différents canaux de communication (site internet, newsletter, Solscoop, communiqués, réseaux sociaux) et récolte des fonds pour financer ses projets.



NOS RÉSEAUX SOCIAUX



Facebook SolsocASBL

2022 : 2.933 abonnés
2023 : 3.300 abonnés

+ 367 nouveaux-nouvelles
abonné-e-s

+12.51%



Instagram @solsocong

2022 : 258 followers
2023 : 528 followers

+ 270 nouveaux-nouvelles
followers

+104.65%



Twitter @Solsoc

2022 1.163 followers
2023 1.197 followers

+ 34 nouveaux-nouvelles
followers

+2.92%



LinkedIn Solsoc-asbl

2022 : 457 abonnés
2023 : 513 abonnés

+ 56 nouveaux-nouvelles
abonné-e-s

+12.25%

SEMPA 2023

Le séminaire international des partenaires de Solsoc

En octobre 2023 avait lieu la 9e Rencontre internationale des partenaires de Solsoc, à Bruxelles (SEMPA 2023). Cet événement a été un moment clé de l'année pour notre communication. À cette occasion, nous avons créé une identité visuelle, un logo et divers supports pour accompagner les présentations et les documents. Nous avons également réalisé des photos, des vidéos et des interviews, utilisés ensuite sur nos réseaux sociaux et pour la rédaction d'articles.



NOS PUBLICATIONS

4 Nombre de **Solscoop** envoyés en 2023

14 Nombre de **newsletters** et de **communiqués** diffusés

1.167 Nombre de **personnes** abonnées à nos communiqués et à nos newsletters



Le Solscoop est une publication papier destinée aux donateur·rice·s et aux sympathisant·e·s de Solsoc.

Les **communiqués** publiés par Solsoc sont généralement destinés à mobiliser ses sympathisants ou à les informer sur les positionnements et les actions de l'ONG.

La **newsletter** vise quant à elle à maintenir le contact avec ceux-ci en les informant des activités et actions menées.

Solsoc publie également de nombreuses **notes d'analyses** et de **plaidoyer**, téléchargeables sur www.solsoc.be.

COMMUNICATION DIGITALE

www.solsoc.be
Le site web de Solsoc

portfolio.solsoc.be
Le portfolio de Solsoc



RÉSULTATS DE LA RÉCOLTE DE FONDS

La campagne 11.11.11

En 2023 nous avons poursuivi avec les techniques mises en place lors de l'année 2022 qui avaient permis de récolter le montant record de 28 500€. Cependant en 2023 nous avons été confrontés à de nouvelles difficultés auxquelles nous avons dû nous adapter. D'une part, les commandes pour les produits d'entreprise ont été bien moins importantes et d'autre part, nous avons décidé de ne pas vendre dans les magasins Delhaize en solidarité avec les travailleurs·euses en conflit social avec l'entreprise.

Total de la campagne en 2023 :

21.490,63€

(contre 28.500 € en 2022).

Les événements

Solsoc a mené plusieurs initiatives de collecte de fonds tout au long de l'année. Le 1er mai, nous avons, comme chaque année, tenu le bar de la FGTB lors de la fête du Travail. Le 28 mai, nous avons participé aux 20 km de Bruxelles. Par ailleurs, Solsoc a lancé une collecte de fonds en soutien aux victimes du séisme survenu au Maroc le 8 septembre.

Les dons « individuels »

En 2023, Solsoc a délivré **117 attestations** (contre 167 en 2022) pour un montant de dons de

30.000€

(contre 39.991 € en 2022).

**MERCI À TOU-T-E-S
CELLES ET CEUX QUI
NOUS ONT SOUTENUS!**



Quelques chiffres clés

21.490,63€

ont été récoltés par Solsoc lors de l'**Opération 11.11.11**.

En 2023, le soutien des donateur·rice·s individuel·le·s s'est élevé à

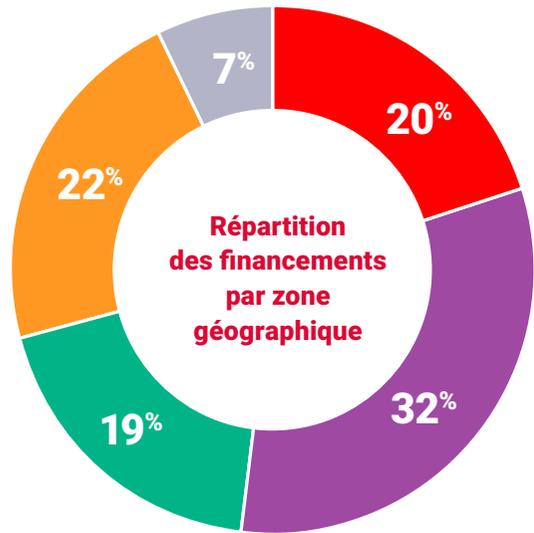
30.000€



FINANCES & ADMIN

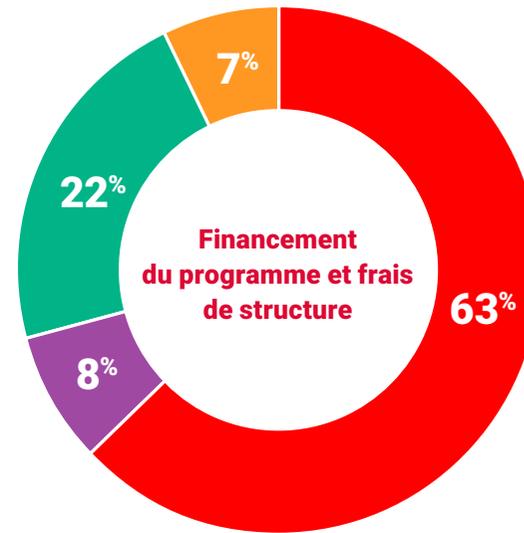


LES FINANCES



TOTAL dépenses programme et projets
= 4.868.003,84 €

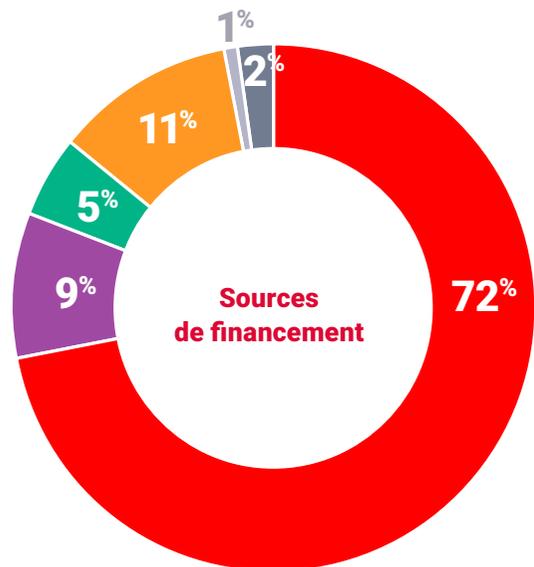
- BELGIQUE
- AFRIQUE CENTRALE
- AFRIQUE DE L'OUEST ET DU NORD
- AMERIQUE LATINE
- PALESTINE



TOTAL charges (charges d'exploitation et charges financières)
= 6.206.799,02 €

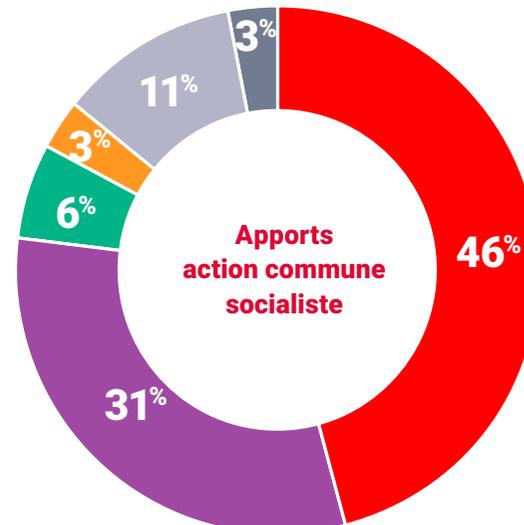
Volet Nord : 461.765,72
Volet Sud : 3.897.048,01
Coûts gestion : 509.190,11
Structure : 1.338.795,19

- VOLET INTERNATIONAL
- COÛT DE GESTION
- STRUCTURE
- VOLET BELGIQUE



TOTAL revenus
= 5.523.652 €

- DGD PGM
- ACTIRIS+MARIBEL
- 11.11.11 & PUBLIC AUTRE (WBI, BXL CAPITALE, ...)
- FINANCEMENTS STRUCTURELS
- DONS
- PRODUITS DIVERS (1^{ER} MAI, ...)



TOTAL financements structurels
= 643.439 €

- SYNDICAT FGFB
- UNMS SOLIDARIS
- GROUPES PARLEMENTAIRES
- MULTIPHARMA
- P&V
- PS

L'ÉQUIPE AU 31/12/2023



Au 31 décembre 2023, l'équipe de Solsoc était composée de 17 personnes représentant 16,15 équivalents temps plein (ETP) actif-ves au siège.

En 2023, il n'y a pas eu d'engagements de nouveaux-elles collaborateur-rices. Et ce malgré, les tentatives de recrutement d'un-e chargé-e de financement institutionnel qui ont échouées laissant le poste inoccupé. Un poste reste à pourvoir.

Ilaria BASSETTO

Mobilisation

Liviu BERCARU

Communication et Recherche de Fonds

Michel CAROVIS

Appui administratif et technique

Sylvie DEMEESTER

Partenariat RD Congo

Federico DIDONÈ

Partenariat Maroc et Palestine

Amadou KANE

Partenariat Burundi

Stéphanie LECHARLIER

Coordination service Mobilisation citoyenne et politique

Alexandra NOEL

Ressources humaines

Casimir NSABIMANA

Gestion financière et comptabilité

Francesca PALAZZOTTO

Secrétariat

Stephan REGNARD

Partenariat Burkina Faso et Sénégal

Simon RIX

Recherche et plaidoyer

Victor ROMERO AMIGO

Appui au service partenariat international/suivi-évaluation MEAL et partenariat ATI en Colombie

Aurore SCHREIBER

Recherche et Plaidoyer

Karima SEBBAH

Suivi budgétaire des programmes

Marie-Thérese VERHEYLEWEGEN

Partenariat Bolivie et Colombie

Veronique WEMAERE

Directrice

MERCI À NOS PARTENAIRES EN BELGIQUE



SOCIALE STRIJD
WERELDWIJD



